

Décision IG.22/16

Système des rapports pour l'application de la Convention de Barcelone et ses Protocoles; et volet opérationnel du Format de rapport pour le Protocole relatif à la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) de la Méditerranée

La 19^{ème} Réunion des Parties Contractantes à la Convention de Barcelone sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée, ci-après désignée « La Convention de Barcelone »,

Rappelant respectivement les articles 26 et 27 de la Convention de Barcelone sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée, telle que modifiée à Barcelone en 1995, ci-après dénommée la Convention de Barcelone, ainsi que les articles pertinents des Protocoles de la Convention de Barcelone prévoyant l'obligation de faire rapport sur leur application ;

Manifestant sa vive préoccupation sur le fait que onze Parties contractantes n'ont pas encore soumis à la date du 6 août 2015 leurs rapports biennaux sur les mesures prises en application de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles et que certains des rapports n'ont pas été reçus dans les délais requis ;

Prenant note du rapport des points focaux du Centre d'activités Régionales Programme d'Actions Prioritaires lors de sa réunion du 14 mai 2015 ;

Prenant également note du rapport sur les activités contenu dans document UNEP(DEPI) MED IG.22/3 ;

1. *Prie instamment* les Parties Contractantes à soumettre officiellement leur rapport biennal au Secrétariat en octobre 2016 au plus tard, sur les mesures prises en application de la Convention et de ses protocoles pour l'exercice biennal 2014-2015 en utilisant le Formulaire de rapport en ligne ;

2. *Adopte* la section opérationnelle du Format de rapport du Protocole de Gestion Intégrée des zones côtières (GIZC) de la Méditerranée préparé par le Secrétariat et le CAR/PAP (Annexe) ;

3. *Demande* aux Parties Contractantes ayant ratifié le Protocole GIZC et inviter les Parties l'ayant signé à soumettre, sur une base volontaire, un rapport sur la mise en œuvre du Protocole dans le cadre du système de rapport global de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles ;

4. *Demande* au Secrétariat de fournir, sous réserve de la disponibilité de fonds, des conseils aux Parties Contractantes pour leur permettre de soumettre, dans les délais requis, des rapports complets sur l'application de tous les instruments juridiques du PAM ;

5. *Demande* au Secrétariat de consulter les Parties Contractantes sur leur besoin en matière de renforcement des capacités concernant la préparation des rapports et d'informer la vingtième-réunion des Parties Contractantes sur les conclusions de cette consultation ;

6. *Réitère* sa demande d'un format simplifié de rapport à présenter pendant la première année de l'exercice biennal au Bureau qui l'examinera et fera des suggestions ;

7. *Invite* les Parties Contractantes à considérer leur participation comme un exercice de consultation au début de 2017 pour faciliter la finalisation du format simplifié de rapport ;

8. *Demande* au Secrétariat de lancer, après avoir consulté le Bureau, une consultation écrite auprès des Parties Contractantes dans la perspective d'une soumission du format simplifié de rapport à la CdP20 ;

9. *Demande* au Secrétariat d'effectuer une analyse des informations figurant dans les rapports nationaux en vue d'établir un rapport exposant la situation générale des avancées intervenues dans la région, au plan juridique et institutionnel et technique, dans la mise en œuvre de la Convention

de Barcelone et de ses Protocoles, de proposer, s'il y a lieu, de nouvelles mesures, et de présenter ce rapport à la vingtième réunion des Parties Contractantes.

Annexe

**Formulaire (Volet opérationnel) du rapport sur la mise en application du Protocole relatif à la
Gestion Intégrée des Zones Côtières de la Méditerranée**

Formulaire (Volet opérationnel) du rapport sur la mise en application du Protocole relatif à la Gestion Intégrée des Zones Côtières de la Méditerranée

I - Renseignements sur la Partie contractante renseignant le rapport	
1.1 Partie contractante	<i>Réponse :</i>
1.2 Période couverte par le rapport	<i>Réponse :</i>
Nom complet de l'organisme national responsable	<i>Réponse :</i>
1.3 Nom et fonction du fonctionnaire remplissant le rapport	<i>Réponse :</i>
1.4 Adresse postale	<i>Réponse :</i>
1.5 Téléphone	<i>Réponse :</i>
1.6 Courriel	<i>Réponse :</i>
1.7 Validation par le point focal du PAM	<i>Réponse :</i>
1.8 Date d'envoi du rapport	<i>Réponse :</i>

II - Préparation du rapport	
2.1 Autorités publiques consultées	<i>Réponse :</i>
2.2 Participants consultés	<i>Réponse :</i>
III - Ratification et transposition juridique générale en droit national Articles 37, 5 et 6	
3.1 Date de signature du Protocole	<i>Réponse :</i>
3.2 Date de ratification ou approbation	<i>Réponse :</i>
3.3 Date de dépôt auprès du gouvernement espagnol	<i>Réponse :</i>
3.4 Date de publication dans le pays	<i>Réponse :</i>
3.5 Date d'entrée en vigueur en droit national	<i>Réponse :</i>
3.6 En l'absence de ratification, quel est l'état de la procédure de ratification?	<i>Réponse :</i>
3.7 Les dispositions du Protocole ont-elles été transposées dans un ou plusieurs instruments juridiques-cadres?	<i>Réponse :</i>

<p>Veillez spécifier les intitulés et les dates de tels actes juridiques-cadres</p> <p>Quelles sont les dispositions du Protocole qui ont été transposées par les instruments juridiques-cadres du pays ?</p> <p>Veillez décrire brièvement chacun de ces instruments</p> <p>Veillez faire une brève comparaison entre les exigences du Protocole et la législation de la Partie contractante</p>	<p><i>Réponse :</i></p> <p><i>Réponse ;</i></p> <p><i>Réponse :</i></p> <p><i>Réponse :</i></p>
<p>3.8 De tels actes sont-ils en préparation ?</p> <p>Date prévisibles d'adoption ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>
<p>3.9 Les objectifs et principes généraux des articles 5 et 6 du</p>	<p><i>Réponse :</i></p>

<p>Protocole figurent-ils dans ces actes ?</p>	
<p>3.10 Si la réponse est négative, pouvez-vous expliquer pourquoi ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>
<p>IV - Informations sur le champ d'application territorial Article 3-3</p>	
<p>4.1 Comment a été mis en œuvre l'article 3-3 au plan national et/ou local relatif à l'obligation d'informer les populations et les acteurs concernés ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>
<p>V - Mesures institutionnelles Article 7</p>	
<p>5.1 Quel organe est responsable de la GIZC au niveau national ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>

<p>5.2 Y a-t-il un organe national interministériel sur la GIZC ?</p> <p>Veillez indiquer le nom de l'établissement et décrire brièvement ses compétences et processus</p> <p>En l'absence d'un tel organe, est-il prévu d'en créer un ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p> <p><i>Réponse :</i></p> <p><i>Réponse :</i></p>
<p>5.3 Y a-t-il une coordination entre autorités maritimes et terrestres (art. 7-1-b) ?</p> <p>Comment et à quel niveau ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p> <p><i>Réponse :</i></p>
<p>5.4 Y a-t-il une coordination entre le niveau national et le niveau local :</p> <p>- sur les stratégies, plans et programmes ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>

<p>- sur les autorisations d'activités ?</p> <p>Comment (article 7-1-c) ?</p>	
<p>5.5 Quelles mesures contribuent à la cohérence et à l'efficacité visée à l'article 7-2 ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>
<p>5.6 Quelles sont les difficultés rencontrées ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>
<p>5.7 En quoi la mise en œuvre du Protocole a soutenu l'application des dispositions des autres Protocoles de la Convention de Barcelone ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>
<p>VI – Mesures opérationnelles Article 8</p>	
<p>8.2.a - Une zone non constructible supérieure à 100 m de profondeur a-t-elle été instituée ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>
<p>8.2.b – Les autres mesures existantes ont-elles été adaptées d'une manière conforme à l'article 8 du Protocole ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>

<p>8.3. a –Le droit national a-t-il identifié et délimité des espaces libres où l’urbanisation et d’autres activités sont limitées ou, si nécessaire, interdites ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>
<p>8.3.b – Le droit national limite-t-il le développement linéaire des agglomérations et la création de nouvelles infrastructures de transport le long de la côte ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>
<p>8.3.c – Le droit national assure –t-il l’accès libre et gratuit du public à la mer et le long du rivage ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>
<p>8 .3:d – Le droit national limite-t-il ou, si nécessaire, interdit-t-il la circulation et le stationnement des véhicules terrestres ainsi que la circulation et l’ancrage des véhicules marins sur les espaces naturels terrestres ou maritimes fragiles, y compris sur les plages et les dunes ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>
<p>Article 9– Activités économiques</p>	
<p>Le droit national définit-il des indicateurs de développement des activités économiques en vue d’assurer l’utilisation durable des zones côtières ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>

Article 10 – Ecosystèmes côtiers particuliers	
<p>1. Zones humides Le droit national a-t-il défini des mesures pour réglementer ou, si besoin est, interdire les activités qui peuvent avoir des effets néfastes sur les zones humides et les estuaires ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>
<p>2. Habitats marins a. Le droit national a-t-il adopté des mesures de planification ou de gestion (zones marines protégées, zonage marin) pour assurer la protection et la conservation des zones marines et côtières ?</p> <p>3. Votre pays participe-t-il à des programmes de coopération internationale, des accords ou des activités pour protéger les habitats marins ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p> <p><i>Réponse</i></p>
Article 11 – Paysages côtiers	
<p>Le droit national a-t-il adopté des mesures de planification et de gestion pour assurer la protection des paysages côtiers ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>

Article 12 - Iles	
Les spécificités des îles sont-elles prises en compte dans les stratégies, plans et programmes côtiers ?	<i>Réponse :</i>
Article 13 – Patrimoine culturel	
Le droit national a-t-il adopté les mesures appropriées pour préserver et protéger le patrimoine culturel, archéologique et historique de la zone côtière, y compris le patrimoine culturel subaquatique ?	<i>Réponse :</i>
Article 15 – Sensibilisation, formation, éducation et recherche	
Votre pays a-t-il organisé des activités de sensibilisation et d'éducation du public, des programmes éducatifs et des formations sur la GIZC aux niveaux :	<i>Réponse :</i>
<ul style="list-style-type: none"> - National - Régional - Local 	

Article 16 – Mécanismes de suivi et d'observation et réseaux	
<p>Votre pays a-t-il préparé un inventaire national des zones côtières comprenant des informations sur :</p> <p>les ressources et activités</p> <p>les institutions</p> <p>les législations et les plans</p> <p>pouvant exercer une influence sur les zones côtières ?</p>	<i>Réponse :</i>
Article 18 – Stratégies nationales, plans et programmes côtiers, coopération transfrontière	
<p>1. Votre pays a-t-il renforcé ou élaboré une stratégie nationale de gestion intégrée des zones côtières ?</p>	<i>Réponse :</i>
<p>2. Existe-t-il des évaluations mises à jour de l'utilisation et de la gestion des zones côtières ?</p>	<i>Réponse :</i>
<p>3. Existe-t-il des indicateurs appropriés afin d'évaluer l'efficacité des stratégies, plans et programmes de gestion intégrée des zones côtières ainsi que des progrès dans la mise en œuvre du Protocole ?</p>	<i>Réponse :</i>

Article 19 - Evaluations environnementales	
1. La législation prévoit-elle des Etudes d'impact sur l'environnement pour les projets susceptibles d'avoir des impacts environnementaux significatifs sur les zones côtières concernées ?	<i>Réponse :</i>
2. La législation prévoit-elle une évaluation environnementale stratégique des plans et programmes affectant la zone côtière ?	<i>Réponse :</i>
Article 20 - Politique foncière	
1. La législation prévoit-elle des instruments et mesures appropriés de politique foncière afin de promouvoir la gestion intégrée des zones côtières ?	<i>Réponse :</i>
2. La Législation a-t-elle adopté des mécanismes d'acquisition, de cession, de donation ou de transfert de biens au profit du domaine public ainsi que des servitudes sur les propriétés dans la zone côtière ?	<i>Réponse :</i>

<p>3. Quelle est la zone ou le pourcentage de terre acquises dans le pays :</p>	<p><i>Réponse :</i></p>
<p>4. Qui est responsable de la gestion des terres ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>
<p>5. Y-a-t-il des exemples d'organisations privées ou non gouvernementales créées pour la préservation de la côte ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>
<p>Article 21 – Instruments économiques, financiers et fiscaux</p>	
<p>1. La législation a-t-elle introduit des mesures concernant l'adoption d'instruments économiques, financiers et/ ou fiscaux en vue d'appuyer les initiatives locales ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>
<p>2. Y-a-t-il des instruments économiques, financiers et/ ou fiscaux qui iraient potentiellement à l'encontre des objectifs de la gestion intégrée de la zone côtière ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>
<p>Articles 22 and 23 – Aléas naturels & érosion côtière</p>	
<p>1. Des évaluations de la vulnérabilité et des aléas dans les zones côtières ont-elles été mises en œuvre ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>
<p>2. Des mesures de prévention, d'atténuation et d'adaptation pour faire face aux effets du changement</p>	<p><i>Réponse :</i></p>

<p>climatique ont-elles été mises en œuvre dans les régions côtières ?</p>	
<p>3. Des mesures pour maintenir ou restaurer la capacité naturelle de la côte à s'adapter aux changements, y compris ceux provoqués par l'élévation du niveau de la mer, ont-elles été adoptées ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>
<p>Article 24 – Gestion des catastrophes naturelles</p>	
<p>1. Disposez-vous d'un plan d'urgence national pour les catastrophes naturelles susceptibles d'affecter la zone côtière ?</p> <p>2. Quelles sont les autorités habilitées à intervenir dans la gestion des catastrophes naturelles ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p> <p><i>Réponse</i></p>
<p>Article 27– Echange d'informations et activités d'intérêt commun</p>	
<p>1. Des indicateurs de gestion côtière ont-ils-été définis ?</p> <p>2. Des évaluations de l'utilisation et de la gestion des zones côtières ont-elles été établies et sont- elles tenues à jour ?</p> <p>3. Des activités d'intérêt commun telles</p>	<p><i>Réponse :</i></p> <p><i>Réponse</i></p> <p><i>Réponse</i></p>

<p>que des projets de démonstration de gestion intégrée des zones côtières ont-elles été mise en œuvre ?</p> <p>4. Des Centres ayant des capacités scientifiques spécifiques dans le domaine de la GIZC ont –ils été créés dans votre pays ?</p>	<p><i>Réponse</i></p>
<p>Article 28– Coopération transfrontière</p>	
<p>Les stratégies, plans et programmes côtiers nationaux concernant les zones côtières frontalières sont-ils coordonnés entre les Parties ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>
<p>Article 29– Evaluations environnementales transfrontières</p>	
<p>Existe- t-il une coopération (par le biais de notifications, d'échanges d'informations et de consultation) pour l'évaluation de l'impact sur l'environnement de ces plans, programmes et projets ?</p>	<p><i>Réponse :</i></p>

